marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

Communauté de Communes Sud
Vendée Littoral (85)
107, avenue du Maréchal de Lattre
de Tassigny

85400 LUÇON

AVIS DE MARCHÉ

FOURNITURES

DIRECTIVE 2014/24/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur**I.1) NOM ET ADRESSES**

Communauté de Communes Sud Vendée Littoral, 107, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 85400 LUÇON, FRANCE. Tél. : +33 251976464. Courriel : marchespublics@sudvendeelittoral.fr. Code NUTS : FRG05.

Adresse(s) internet :Adresse principale : <http://www.cc-sudvendeelittoral.fr>Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>**I.2) PROCÉDURE CONJOINTE****I.3) COMMUNICATION**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Communauté de communes Sud Vendée Littoral 107 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny , 85400 Luçon, FRANCE. Tél. +33 0251976464. Courriel : marchespublics@sudvendeelittoral.fr. Code NUTS : FRG05. Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :

Communauté de communes Sud Vendée Littoral 107 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny , 85400 Luçon, FRANCE. Tél. +33 0251976464. E-mail : marchespublics@sudvendeelittoral.fr. Code NUTS : FRG05. Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles et un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à cette adresse internet (URL) :
<http://www.marches-securises.fr>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

Section II : Objet**II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ**

II.1.1) Intitulé : ACQUISITION DE MOBILIER DE CONFORT, DE PRESENTATION DES COLLECTIONS ET MOBILIER DE BUREAU POUR LA MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE DE MAREUIL SUR LAY

II.1.2) Code CPV principal

39155000

II.1.3) Type de marché

Fournitures

II.1.4) Description succincte

ACQUISITION DE MOBILIER DE CONFORT, DE PRESENTATION DES COLLECTIONS ET MOBILIER DE BUREAU POUR LA MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE DE MAREUIL SUR LAY - 2 LOTS

II.1.5) Valeur totale estimée

Valeur estimée hors TVA : 220000 euros.

II.1.6) Informations sur les lots

Division en lots : Oui

Il est possible de soumettre des offres pour un nombre maximal de lots : 2

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire : 2

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou groupes de lots suivants : Lot 1 : mobilier spécialisé de bibliothèques et mobilier de confort

Lot 2 : mobilier de bureau

II.2) DESCRIPTION**LOT N° 1**

II.2.1) Intitulé : Lot 1 : mobilier spécialisé pour les bibliothèques et mobilier de confort

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

39155000

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRG05

II.2.4) Description des prestations**Le détail du mobilier nécessaire pour ce lot est repris dans le CCTP.****II.2.5) Critères d'attribution****Prix** : 40%**Qualité**

La valeur technique : 60%

II.2.6) Valeur estimée**II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 6

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Non**II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer****II.2.10) Variantes****Des variantes seront prises en considération** : Non**II.2.11) Informations sur les options****Options** : Non**II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques****Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique** : Non**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne****Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne** : Non**II.2.14) Informations complémentaires****LOT N° 2****II.2.1) Intitulé** : **Lot 2 : mobilier de bureau****II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

39130000

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRG05

II.2.4) Description des prestations**Le détail du mobilier nécessaire pour ce lot est repris dans le CCTP.****II.2.5) Critères d'attribution****Prix** : 40%**Qualité**

La valeur technique : 60%

II.2.6) Valeur estimée**II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 6

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Non**II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer****II.2.10) Variantes****Des variantes seront prises en considération** : Non**II.2.11) Informations sur les options****Options** : Non**II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques****Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique** : Non**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions :

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail
Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique.

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

III.1.5) Informations sur les marchés réservés

Marché réservé : Non

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Informations relatives à la profession

III.2.2) Conditions particulières d'exécution

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée : Non

IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Vendredi 25 mars 2022 - 12:00

IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

Date : vendredi 25 mars 2022 - 14:00

Lieu : Siège de la collectivité.

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUELEMENT

Il s'agit d'un marché renouvelable : Non

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

La commande en ligne sera utilisée La facturation en ligne sera utilisée

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le Dossier de Consultation des Entreprises est téléchargeable gratuitement jusqu'à la date limite de remise des offres sur le site dédié à cet effet situé sur la plate forme www.marches-securises.fr

Pour télécharger les documents, les candidats doivent au préalable, impérativement s'identifier sur le site susvisé.

La responsabilité de la Communauté de Communes Sud Vendée Littoral ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée.

Il appartient à chaque candidat de vérifier qu'il dispose bien de l'intégralité des documents de la consultation pour établir son offre.

Conformément au code de la Commande Publique, les opérateurs économiques peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

La Communauté de Communes Sud Vendée Littoral attire votre attention sur l'importance des coordonnées que vous communiquez dans le cadre de votre identification sur la plateforme www.marches-securises.fr ; cette adresse mail sera systématiquement utilisée par la CCSVL pour l'ensemble des échanges relatifs à la présente procédure.

Conditions de remise des candidatures et des offres :

Les candidatures et offres seront obligatoirement transmises par voie électronique à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Conformément à l'article R2132-7, la soumission par voie papier n'est plus autorisée. Aucune régularisation ne sera effectuée. Toute soumission réceptionnée par voie papier sera donc déclarée irrégulière.

Conformément à l'article R2193-4 du code de la Commande Publique, l'acheteur public informe les candidats que leur candidature peut être présentée sous forme d'un document unique de marché européen (DUME) conforme au modèle disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

L'intégralité des échanges au cours de la consultation jusqu'à la notification des marchés publics seront des échanges électroniques réalisés par le biais de la plateforme du profil acheteur et envoyés à l'adresse de messagerie ayant servi au dépôt du dossier, conformément aux dispositions de l'Article L2132-2 du Code de la Commande Publique.

L'offre dématérialisée devra être reçue par la Communauté de Communes Sud Vendée Littoral avant les date et heure fixées pour la remise des offres.

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM ou CLE USB). La remise de cette copie de sauvegarde se fera dans les conditions énumérées dans le règlement de la consultation. Elle devra en outre être placée sous plis scellé et porter la mention « copie de sauvegarde »

Les conditions d'ouverture des offres transmises par voie électronique, et le cas échéant, celles relatives à l'ouverture de la copie de sauvegarde sont régis par le Code de la Commande Publique.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Nantes 6 allée de l'île Gloriette , 44041 NANTES CEDEX FRANCE. Tél. +33 024099460. E-mail : greffe.ta-nantes@juradm.fr. Fax +33 024099465. Adresse internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>.

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif de règlement amiable DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE IMMEUBLE 22 MAIL PABLO PICASSO BP 24209 , 44042 NANTES FRANCE. Tél. +33 025346783. E-mail : Paysdl.polec@direccte.gouv.fr. Fax +33 025346799. Adresse internet : <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/>.

VI.4.3) Introduction des recours**VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Greffe du Tribunal administratif de Nantes 6 allée de l'île Gloriette , 44041 NANTES CEDEX FRANCE. Tél. +33 024099460. E-mail : greffe.ta-nantes@juradm.fr. Fax +33 024099465. Adresse internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

17 février 2022